

informations

occitanie

la
cgt

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées
& Languedoc-Roussillon



Activité régionale
Changement du
secrétariat régional



A la une
N'oublions pas !



Actualité syndicale
Urgence environnementale et
urgence sociale, même combat !

N° 252 *Décembre 2020*

Bilan d'activité 2017-2020
du Comité Régional
CGT Occitanie



Editorial 2

A la une 3

• N'oublions pas !

Dossier 7

• Bilan d'activité
2017-2020
du Comité Régional
CGT Occitanie



Activité régionale 11

• Changement du
secrétariat régional
le 17 décembre 2020

Actualité syndicale 13

• Urgence environnementale
et urgence sociale, même combat !

A vos agendas 15

• Formations IRT

SEULES LES LUTTES QUI NE SONT PAS MENEES SONT PERDUES D'AVANCE !

L'année 2020 vient de baisser ses rideaux (à l'heure où j'écris cet édito). Elle fut pour le moins spéciale et les mots qui sont le plus revenus sont coronavirus, puis Covid-19, confinement, pandémie, gestes barrières, distanciation physique (et non sociale comme trop souvent utilisé!)... Tout cela a généré stress, anxiété, souffrance au travail, comme dans sa vie privée, changement de modes ou d'habitudes de vie et perte de socialisation chez les salariés, étudiants, retraités ou privés d'emplois.

Le gouvernement et le MEDEF se sont engouffrés dans la brèche et, au nom de la sécurité des salariés, tout en ayant en tête que le capital devait continuer à faire fructifier ses investissements, pour détricoter code du travail, et conquis sociaux gagnés de hautes luttes.

Mais l'année 2020 a également fait ressortir le meilleur chez certains. La solidarité a souvent joué à fond pour aider les plus démunis ou défavorisés.



Et puis l'année s'est terminée sur de nombreuses luttes gagnantes dans la région : les salariés d'Orano dans l'Aude, ceux de XPO dans le Tarn-et-Garonne, les postiers de Prades dans les Pyrénées-Orientales ou encore les cheminots de Capdenac dans l'Aveyron, pour ne citer que ceux-là, ont démontré que, en s'organisant, en restant soudés, en portant haut et fort la lutte des classes, le patronat recule et cède devant les revendications légitimes des salariés.

Alors, souhaitons que l'année 2021 soit une année d'espérance, de conquêtes sociales, de luttes pour gagner une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire. Un processus de luttes va jalonner tout le mois de janvier pour arriver au 4 février 2021, journée interprofessionnelle nationale de grève et de manifestation !

Alors meilleurs vœux pour cette nouvelle année et rappelons-nous que seules les luttes qui ne sont pas menées sont perdues d'avance !

Lionel Pastre,
Secrétaire régional CGT Occitanie

occitanie

la
cgt

Comité Régional CGT
Occitanie
7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 252 • Décembre 2020
N° d'inscription à la CP 0221S05720
ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :
Lionel Pastre

Tél. 05 61 23 35 52
e-mail : cgt.crpm@orange.fr
site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :
Comité Régional CGT Occitanie

Imprimé par le
Comité Régional CGT Occitanie
31300 TOULOUSE

informations

N'oublions pas !



© AdobeStock - ANR Production

L'année 2020 aura été marquée par les dégâts causés par la Covid-19. Il y a un an, le nouveau coronavirus faisait son premier mort à Wuhan, en Chine. Depuis, près de 2 millions de personnes ont succombé au Covid-19, plus de 67 000 en France.

Nous avons vécu une situation inédite, étrange, insolite, pendant 57 jours de confinement, entre le 17 mars et le 11 mai. La plupart des Salariés, retraités, étudiants, privés d'emploi se sont retrouvés chez eux, quand ils en avaient un... D'autres ont continué leur activité, pas forcément par choix, mais parce qu'ils n'ont pas eu le choix ou parce que sans eux, ça aurait été pire !

Durant ce 1^{er} confinement, le gouvernement a continué à jouer sur les craintes, les peurs des salariés pour justifier une reprise économique, alors que la pandémie était loin d'être endiguée ! Nous devons lui demander des comptes, ainsi qu'à leurs prédécesseurs ! Ils devront payer ! Plus de 28 000 décès en France, 468 en Occitanie (au 15 mai) en établissements de santé !

Et puis le 11 mai est arrivé !

Ça y est, le déconfinement a commencé depuis le 11 mai. Les médias, qui donnaient en boucle le nombre de décès, de personnes en réanimation, etc, ont ensuite alimenté la pensée que tout allait bien, que tout était derrière nous. Le ton des journaux télévisés a radicalement changé à partir du 11 mai.

Mais rien n'avait changé. Le profit devait reprendre... s'il s'est un jour arrêté ! Même si l'épidémie était toujours présente, il fallait que l'économie reprenne à tout prix !

Le choix de la réouverture des écoles a été criant à cet effet. En fait, ces ouvertures ont été inversement programmées selon l'âge des élèves, c'est-à-dire que moins ils pouvaient se garder tout seul à la maison et plus on les renvoyait à l'école. Il fallait surtout permettre aux parents d'aller travailler.

Le gouvernement, dans son mépris du salariat, est revenu en arrière sur les fameuses primes qui devaient être allouées au personnel soignant par exemple, refaisant les règles au fur et à mesure, jusqu'à proposer des médailles!!!

Tout simplement scandaleux !

Et ça l'est tout autant pour tous ces salariés, soignants, livreurs, éboueurs, caissiers, personnels des Ehpad, agents des services publics... qui, au risque de leur vie, n'ont jamais arrêté. On les a surnommés « héros », mais guère plus pour leurs conditions de travail ou revalorisation de leur salaire.

Au nom de l'unité nationale et de la loi d'urgence sanitaire, explosant la réglementation du travail, le Medef et le gouvernement ont attaqué à tout va les libertés fondamentales comme le droit du travail, arguant le spectre du chômage, détruisant sans vergogne et ouvertement les droits des salariés...

Le Gouvernement a engagé un « Ségur

de la santé » censé répondre aux enjeux de la crise sanitaire et aux revendications des personnels de l'Hôpital public. Mais ce n'est resté qu'une vaste mascarade gouvernementale, un énorme plan de communication. Aujourd'hui, les questions restent les mêmes, comme le manque de médecins, les délais d'attente pour un spécialiste, le développement de centre de santé public, l'arrêt des fermetures des lits et des services, des moyens pour le maintien à domicile pour les personnes âgées, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, des augmentations collectives de salaire, des emplois en CDI de qualité, etc.

On aura vraiment besoin de s'interroger aussi sur les positions des autres organisations syndicales dans la période... Il faudra, à un moment ou à un autre, demander des comptes à eux aussi.

L'été a eu lieu, les Français ont profité de leurs congés payés.

Puis le 2^e confinement national a démarré le 29 octobre.

Mais, contrairement au mois de mars, ce confinement n'a été que partiel, puisque toutes les entreprises ont continué à travailler pratiquement normalement. Le gouvernement nous a expliqué avoir tiré les leçons du 1^{er} confinement. Sauf que ce confinement a mis en exergue son incompétence à cette crise et sa malhonnêteté, avec aucune anticipation et encore moins en moyens alloués au secteur de la santé et du médico-social.

N'oublions pas !



© AdobeStock - Dominique VERNIER

L'Hôpital public a eu encore moins de moyens qu'au printemps dernier.

Les milliards d'euros débloqués, pour un énième plan de relance, ont été tout simplement de l'argent donné, aux grands groupes, sans aucune contrepartie ni aucun contrôle.

Pire, on nous a expliqué que la pandémie n'était que dans la sphère privée, c'était donc de notre faute si ça allait aussi mal. Interdiction de se rassembler, autant dans la sphère privée que publique, mais autorisation pour ne pas dire encouragement à continuer à aller bosser! Par contre, interdiction de trainer sinon 135 € d'amende! Comment comprendre que tout était interdit sauf d'aller travailler? Pour ces politiques qui prônent le libéral à tout va, c'est l'économie d'abord, quoi qu'il en coûte en vies humaines.

Il a donc été tout simplement scandaleux d'entendre du Président de la République que la situation sanitaire était plus grave qu'au printemps et, en même temps, prévoir une protection plus faible des salariés et des citoyens dans leur ensemble. Pour la CGT, la sécurité et la santé des salariés a toujours été une priorité. Mais elle a compris et partagé leur lassitude et leur ras-le-bol de se retrouver, une nouvelle fois, privés de libertés et de vie sociale. Car c'est bien de cela dont il s'agissait, à la place de se remettre en question, le gouvernement a restreint les libertés et choisi de bafouer encore plus les libertés individuelles et collectives! Même si cela s'est avéré compliquer de déployer une activité syndicale normale

dans cette période, sans en connaître la durée, la CGT a continué à être visible, présente et dynamique auprès des salariés, des privés d'emplois, des retraités et de la jeunesse, pour défendre leur santé ainsi que leurs droits sociaux.

Enfin, l'année s'est terminée sur des réveillons en mode réduit, dans une ambiance et un contexte très particuliers.

Malheureusement, le flot de plans dit sociaux, les accords de performance collective, ruptures conventionnelles, etc, vont entraîner de nombreux licenciements en 2021. L'aéronautique, le tourisme, vont payer un lourd tribut mais c'est toute l'économie régionale qui va être impactée!

Nous devons changer le monde. Nous devons changer notre société. Ce que nous appelons « jour d'après » doit voir le jour pour donner naissance à une société plus juste, plus solidaire et plus durable. Il ne faudrait pas que le « jour d'après » soit comme le « jour d'avant », voire même pire que le « jour d'avant ». Le gouvernement, les politiques et le MEDEF ont déjà une vision de la société d'après. Et comme ils pensaient déjà qu'avant le CORONAVIRUS, ce n'était pas super, ils nous préparent un monde pire. Le débat, pendant le confinement, sur les activités essentielles a fait flop. Et ce pour diverses raisons. Certains salariés avaient envie, avaient besoin de travailler et la pression psychologique est bien réelle. La peur et la pression du patronat, tout comme le besoin de gagner un

salaires étaient surtout la raison première. 2021 est peut-être le bon moment pour rappeler que le syndicalisme sert à faire vivre le droit d'intervention des salariés sur la création des richesses. Et cette vision est de plus en plus perdue par les salariés...

La période n'a peut-être jamais été aussi favorable pour remettre en avant la notion de lutte de classe.

Quoi qu'il arrive, et comme à chaque fois qu'il y a eu des périodes difficiles à affronter depuis plus d'un siècle, la CGT répondra présente!

Dans la série « N'oublions pas ! », voici quelques belles phrases prononcées par ceux qui nous expliquent bien gérer la crise sanitaire !

- Le 12 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) écrit: « Selon l'enquête épidémiologique préliminaire, la plupart des cas étaient commerçants ou manutentionnaires ou se rendaient fréquemment sur le marché de gros aux poissons de Huanan. Le gouvernement indique qu'il n'y a pas de preuve évidente de transmission interhumaine. »
- Le 21 janvier 2021, Agnès BUZYN, alors ministre de la Santé, déclare, sur France Infos: « Le risque d'introduction en France de cas liés à cet épisode est faible mais ne peut pas être exclu, d'autant qu'il y a des lignes aériennes directes ».
- Le 18 février, le tout nouveau Ministre de la Santé, Olivier VERAN : « Je n'ai pas

besoin de vérifier que la France soit prête, la France est prête! Et elle est prête parce que nous avons un système de santé extrêmement solide. »

• Sibeth NDIAYE, porte-parole du gouvernement de l'époque, le 4 mars 2020 : « On ne doit pas acheter de masques, et on ne peut pas en acheter, car on a donné des consignes aux pharmacies ». Mais, il n'y a « pas de risque de pénurie pour les masques chirurgicaux puisqu'on a des stocks d'État qui ont été réalisés lors des précédentes mandatures ».

• Le 6 mars 2020, Emmanuel MACRON passe une soirée au théâtre Antoine. « La vie continue. Il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sorties. »

• Le ministre de l'Éducation nationale, J.-Michel BLANQUER, le 12 mars 2020 : « Nous n'avons jamais envisagé la fermeture totale des écoles ». Le soir même, Emmanuel MACRON annonce la fermeture des écoles, collèges, lycées et universités.

• Le 15 juin 2020, toujours Olivier VERAN : « Le gros de l'épidémie est derrière nous ».

La liste n'est bien entendu pas exhaustive...

« On est en guerre ! »

Je m'étais permis d'écrire quelques mots, le 23 mars dernier, que j'avais livré au débat collectif.

Ce texte me paraît encore d'actualité...

« On est en guerre ! »

« On est en guerre ! » Ces mots ont été répétés plusieurs fois, le 16 mars dernier, par le chef de l'État, Emmanuel MACRON. Les couvre-feux se multiplient pour obliger les salariés, les citoyens à rester confinés chez eux. On sait que le confinement de tous est le seul moyen d'endiguer la pandémie.

C'est au sortir de la dernière guerre mondiale que les politiques en place à l'époque ont eu des idées de génie en créant tout notre système de protection

sociale qui perdure encore aujourd'hui, malgré les attaques incessantes de tous les gouvernements successifs depuis des décennies ! Et ce, malgré les finances de notre pays au plus bas à l'époque !

« On est en guerre ! » Je me dis, quand je vois la médiocrité de pensée de nos politiques d'aujourd'hui que, sait-on jamais, ils seront touchés par la grâce et prendront enfin l'Humain comme référence, et la protection de celui-ci, et non la mercantilité des marchés boursiers et de cette société capitaliste ! Oui, des solutions existent. C'est un vrai enjeu de société qui est maintenant devant nous. Encore faut-il avoir une vision politique d'une société plus juste, plus humaine, plus rassurante, pour tous ! « On est en guerre ! » Oui, et, sous couvert de mettre à l'abri un maximum de Français, et c'est partout pareil pour tous les peuples de notre planète, nos politiques en profitent pour passer des lois, des décrets d'urgence, prétendus sanitaires, qui vont contraindre les citoyens, les salariés, pour des mois, des années à venir, balayant d'un revers de main des conquêtes sociales régissant encore notre pays.

Les citoyens ont déjà oublié que, à l'issue d'une réunion de crise au plus haut niveau de l'État, dont l'ordre du jour était bien de discuter du COVID-19 et des mesures à prendre, le premier Ministre, Edouard PHILIPPE, annonçait que son gouvernement aurait recours immédiatement au 49-3 pour faire passer en force sa réforme des retraites. Nous, on n'oubliera pas !

Les citoyens ont déjà oublié que le gouvernement les a exhortés à aller voter lors du 1er Tour des législatives... alors que Madame Agnès BUZYN, encore Ministre de la Santé en janvier, avait alerté le 1^{er} Ministre (ce dernier n'a d'ailleurs à aucun moment démenti ces dires) et le Président de la République, de la grande probabilité d'une épidémie qui arriverait obligatoirement en France ! C'est d'une

gravité sans nom ! Cela signifie que l'on n'a pas raisonné en fonction de l'intérêt des citoyens, des salariés... mais bien en fonction de l'intérêt des entreprises et du monde financier ! Madame BUZYN a été jusqu'à dire que « le maintien de ces élections relevait de la mascarade ». Nous, on n'oubliera pas !

« On est en guerre ! » Oui, mais comment comprendre qu'on laisse des salariés, souvent les plus mal payés, les plus précaires, aller au travail sans aucune protection ? L'empereur Napoléon BONAPARTE avait habitude de dire « J'adore mes grognards. Quand un tombe, dix se lèvent et avancent ! » Doit-on considérer ces salariés-là comme des grognards, comme de la chair à canon, juste dignes de mourir pour la Nation. Je veux avoir ici une pensée pour la famille de l'agent de sécurité du centre commercial d'Aulnay-sous-bois !

Je parlais de choix de société.

Aujourd'hui, celle que l'on nous propose est bien que le profit passe avant la vie ! Comment comprendre ces grandes enseignes annonçant une prime de 1 000 € pour que les salariés aillent travailler, ceux-là même qui ne touchent pas ce salaire en temps normal !

Comment accepter que des grandes marques de commande en ligne, celles-là même qui « ont du mal à payer leurs impôts » en temps normal, menacent les salariés de sanction s'ils refusent d'aller travailler sans masque !

Comment accepter que le gouvernement profite de la crise sanitaire pour désosser le code du travail... temporairement ? Congés payés, 35 heures, repos hebdomadaire, etc... La loi d'urgence lui permettra de prendre toutes les mesures nécessaires... Ces mesures sont censées être provisoires. Mais la notion de provisoire n'est pas définie. Qu'est-ce qui empêchera que ces mesures continuent pendant des semaines, des mois, des années...

N'oublions pas !



© AdobeStock - Altana fotografia

Concernant les « entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale », quelles sont-elles ? « Comment expliquer cette pénurie de masques, de gants, de gels hydroalcooliques, de respirateurs, etc? » entend-on en boucle sur les chaînes d'information en continu. Mais c'est très simple. La question que l'on devrait poser en boucle est « Pourquoi avons-nous laissé démanteler notre service hospitalier, nos services publics, notre sécurité sociale, sans rien faire, depuis des décennies, au nom de soi-disantes économies financières ? »

Il est très important de soutenir les personnels de santé en les applaudissant tous les soirs ! Il sera encore plus important de les soutenir après cette pandémie en descendant dans la rue !

Et cela est vrai pour tous les salariés des services publics. Vous vous souvenez, c'est les fameux « nantis » qui ont des régimes spéciaux !

« Comment expliquer cette pénurie de masques, de gants, de gels hydroalcooliques, de respirateurs, etc? » Ne faut-il pas plutôt se poser la question : « Pourquoi avons-nous laissé faire quand nos grands décideurs démantelaient en toute impunité nos industries, sur l'autel d'économies financières, et amenaient toute la production en Afrique, en Asie et sur tous les continents ou pays où la main d'œuvre est la moins « couteuse » ? »

Sans surprise, pour le gouvernement, en temps de pandémie, c'est aux salariés de

« faire des efforts ». Ils doivent affronter le virus sans tout le matériel adéquat, comme, au-delà des personnels soignants, les éboueurs ou les caissières qui travaillent encore sans masque, sans parler des forces de l'ordre.

« Pour sauver des vies humaines, pour pouvoir éviter qu'il y ait 20 ou 25 % de chômage dans notre pays à la reconstruction après ce temps de guerre, nous devons chacun faire des efforts », a expliqué Gérald Darmanin, ce lundi 23 mars, sur Radio Classique.

Pour nous, la seule préoccupation est de permettre aux salariés de protéger leur santé, leur vie et celle de leurs proches. Point final ! Et nous ne pouvons faire le constat que les intérêts des patrons et des politiques du gouvernement ne vont pas dans ce sens-là !

Relocaliser n'est plus une option mais une condition de survie de nos systèmes économiques et sociaux. Et il est temps de reparler de nationalisation... mais pas juste pour partager la dette, comme le préconise Monsieur LEMAIRE !

Pourquoi ne pas rétablir l'ISF pour que les plus fortunés contribuent à l'effort ! Michel AUDIARD disait « Les cons, ça ose tout ! C'est d'ailleurs à ça qu'on les reconnaît ! » Je pense qu'aujourd'hui il trouverait des phrases de ce type à longueur de journée ! Ordres, contrordres, se succèdent à un rythme effréné !

Le chef de l'Etat lui-même rajoute de l'incohérence dans tout cela. Le 7 mars : « Vous pouvez sortir ! ». Le 12 : « Il va falloir

rentrer ! ». Le 14 : « Allez voter ! ». Le 16 : « On se confîne. » Le 19 : « Il faut aller travailler. »

Aujourd'hui, si j'ai pris ma plume, c'est parce que mon devoir est de parler, d'interpeller, de faire réfléchir ! Je ne veux pas être et ne serai pas complice. J'en terminerai en citant Emile ZOLA qui, dans un pamphlet paru dans l'Aurore, le 13 janvier 1898, intitulé « J'accuse... », au cours de l'Affaire DREYFUS, écrivait : « Quant aux gens que j'accuse, je ne les connais pas, je ne les ai jamais vus, je n'ai contre eux ni rancune ni haine. Ils ne sont pour moi que des entités, des esprits de malfaisance sociale. Et l'acte que j'accomplis ici n'est qu'un moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice.

Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme. Qu'on ose donc me traduire en cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends. »

Je n'ai bien entendu pas la vanité, l'orgueil et encore moins le talent, de me comparer à un tel homme de lettre, alors je conclurai juste avec ceci : « Nos vies valent mieux que leurs profits ! Continuons à nous laver les mains... mais pas de tout ! »

Lionel PASTRE

Secrétaire Régional CGT Occitanie

Le 23 mars 2020

Bilan d'activité 2017-2020

du Comité Régional CGT Occitanie

Les ex-Comités régionaux CGT Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ont été les premiers à fusionner, au niveau national, en décembre 2017, à CARCASSONNE. C'était une vraie gageure mais tout le monde a joué le jeu pour que cela fonctionne.

Aujourd'hui, on peut affirmer, même si tout n'est pas simple, que l'on a réussi à créer un véritable Comité régional Occitanie, et non plus l'agrégation des deux ex-Comités régionaux. Nous avons réaffirmé, dans le document de la dernière conférence régionale et, surtout dans sa feuille de route, que « **Vivre et Travailler dignement partout en Occitanie** » était l'ambition revendicative convergente, le ciment des fondations de ce nouveau Comité régional.

Et placer l'outil régional comme un outil au service des organisations était un acte politique fort que nous nous sommes efforcés de faire vivre, dans le respect des organisations départementales.

Feuille de route

Une feuille de route avait été validée et il est temps de regarder si elle a été réalisée, malgré les difficultés liées à la crise sanitaire sur l'année 2020 :

- La proposition de faire du comité régional un **outil au service des organisations** dans le cadre de la campagne des élections dans la Fonction publique a été réalisée,
- L'**initiative « jeunes »** s'est tenue en octobre 2018 au Cap d'Agde. 170 camarades y ont participé. Deux

propositions phares avaient été faites au sortir de cette initiative :

- poursuivre la réflexion dans chacune de nos organisations sur la place et l'engagement de la jeunesse dans la CGT. Où en est-on aujourd'hui ?
 - poursuivre les débats autour de la proposition de se retrouver pour un festival jeune, « pas nés pour subir », au zénith de Montpellier. Cette dernière proposition n'avait pas été retenue, quelques semaines plus tard, par le bureau régional.
- L'initiative « **Démarche revendicative: retour d'expériences à partir du travail** » a eu lieu en octobre 2019. Ce fut une réussite et a permis de rapprocher, en non plus opposer, deux démarches qui en fait n'est que la démarche CGT !



Vote de la feuille de route lors de la 1^{re} conférence régionale Occitanie en décembre 2017.

© photo : Comité Régional CGT Occitanie

Bilan d'activité 2017-2020

du Comité Régional CGT Occitanie



• L'initiative « **Offre de soins en Occitanie** » programmée initialement en 2019 avait été remise faute d'inscrits... L'objectif premier était de démontrer cette volonté néfaste de Groupements Hospitaliers en Territoire (les fameux GHT) et casser cette fuite en avant accentuant la disparition progressive des services publics dans nos territoires. Puis au vu de la crise sanitaire, en modifiant l'ordre du jour, nous l'avons reprogrammée, en octobre 2020. Elle n'a malheureusement pas pu se tenir sur le périmètre régional. L'UD34 l'a organisée sur son département et l'initiative a reçu un franc succès.

• La dernière initiative inscrite dans la feuille de route était une journée d'étude sur « **la réforme de la formation professionnelle** ». Là aussi, elle a été maintes fois reprogrammée, d'abord en raison de grève et de fermeture de l'Université de Toulouse (où elle devait se tenir) puis en raison de la crise sanitaire, en novembre 2020. Elle est prévue au 1er semestre 2021.

• **Plusieurs collectifs** ont été mis en place après la 1re conférence régionale : formation professionnelle, formation syndicale, Santé/Travail/Handicap, QVS. Ils ont tous fonctionné, de manière plus ou moins régulière, avec une participation intéressante des camarades.

- Les formations QVS ont montré



Journée d'action dans l'aéronautique, le 9 juillet 2020.

photo : Comité Régional CGT Occitanie

leur efficacité pour donner des perspectives. Il nous faut des organisations CGT à l'offensive, ce qui veut dire investies par nos syndicats, et vivantes. La conférence régionale sur les Unions locales, organisée avant la fusion des deux Comités régionaux Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, en 2016, avait mis en exergue la difficulté de nos UL, voire de nos UD qui font de plus en plus souvent office d'UL.

Où en est-on depuis 4 ans ?

Quels enseignements ont été tirés de cette conférence ?

Des conférences territoriales en départements ont-elles été réalisées ? Il est temps de regarder le périmètre de nos UL, la proximité de nos syndicats et l'implication de ceux-ci pour les faire vivre !

L'apparition de la COVID-19 et le confinement ont fait naître une nouvelle façon de militer... qui risque de s'inscrire dans la durée. Pendant les périodes de confinement, là où il y avait de la vie syndicale avant le confinement, cela a perduré. Là où il n'y en avait pas, ça s'est aggravé !

L'aide amenée par le Comité régional sur des formations autour de la QVS doit perdurer. Si nous voulons construire un cahier revendicatif régional, prenant en considération chaque spécificité des départements, proposer une politique de riposte et de reconquête, nous devons gagner le rapport de force en proximité.

- **La convention régionale AGEFIPH Midi-Pyrénées est devenue Occitanie.** Elle est menée à bien chaque année et permet qu'un maximum de camarades de la région puissent se former sur ces questions de handicap en entreprise.

- Enfin, nous avons placé notre ambition de reconquête des **activités sociales et culturelles** au centre des débats lors d'une table ronde dédiée. La fusion de nos deux associations de Tourisme Loisirs Culture, à Nîmes et Toulouse, a été reportée mais est toujours dans le paysage. De plus, le Comité régional Occitanie est devenu pilote pour le projet confédéral « ONYVAGO ». Il devrait être finalisé, la version I en tout cas, dans les prochains mois...

En conclusion, on peut se féliciter d'avoir mené à bien notre feuille de route.

Travail en commun

Il est aussi intéressant de se rappeler toute l'impulsion qu'a tenté de mettre en place le Comité régional sur beaucoup de dossiers, notamment autour de projets communs :

- **Autour d'élections professionnelles :** comme, par exemple, les élections chez Chausson. Elles concernaient plusieurs établissements sur plusieurs départements de l'Occitanie. La mise en place de réunions téléphonées avec tous les acteurs concernés avaient permis d'apporter de la visibilité, de la dynamique et des perspectives pour un travail de coopération croisé concret. Dans ce cadre, le comité avait permis le lien entre des UD, la FD et syndicats. Les 1^{res} ont la connaissance de la réalité



Forum du handicap au travail, le 22 septembre 2020

photo : Comité Régional CGT Occitanie

Bilan d'activité 2017-2020

du Comité Régional CGT Occitanie

géographique de l'entreprise, des enjeux locaux, de syndiqués ou de contacts isolés, et détiennent des moyens militants pour mettre en place une campagne. La fédération a amené sa connaissance de la spécificité, de l'enjeu et de l'actualité de la branche. Enfin, des syndicats détenant la réalité au plus près du poste de travail ont aidé pour développer la CGT là où elle n'était pas implantée dans les autres départements.

• **Autour d'actions revendicatives :** comme, par exemple, la préparation à une journée d'action dans l'aéronautique, le 9 juillet 2020.

Pour accéder à une vision globale de la situation, le Comité régional a provoqué une réunion en essayant d'y intégrer les dimensions interprofessionnelles et territoriales, ainsi que les dimensions du processus de production aéronautique et de la chaîne de valeur, sans oublier d'y intégrer le transport aérien.

Les Unions départementales, la Fédération Métallurgie, la coordination régionale métallurgie, les syndicats CGT de chaque département (avec les sous-traitants et le donneur d'ordre), ainsi que le syndicat CGT Air France ont participé activement à l'élaboration d'un 4 pages offensif et permis à une journée d'action interprofessionnelle partout sur les départements concernés par l'aéronautique, en créant une dynamique et une émulation positive et offensive pour la suite!

Et il y a bien d'autres secteurs sur lesquels on pourrait essayer de travailler de la sorte, le tourisme, l'agroalimentaire, l'aide et le maintien à domicile, et la liste est loin d'être exhaustive!

En 3 ans, près de 80 réunions ont été organisées.

Ce sont des secrétariats régionaux, des bureaux régionaux (Secrétariat + UD) ou des plénières (Secrétariat + UD + FD). Il faut reconnaître que la participation des uns et des autres n'a pas été optimale et ce, pour diverses raisons (des successions ou changements de secrétaires généraux difficiles dans certains départements, des périodes de carence, etc., pour les Unions départementales. Concernant les structures professionnelles de la CGT, il faut à nouveau se poser la question du pourquoi de ces absences: manque d'intérêt pour le comité régional, réunion ne correspondant pas à leurs attentes, perte de temps, autres réunions déjà planifiées, etc.).

Les périodes de confinement ont permis d'inverser la tendance. Les nouveaux moyens de communications, comme teams, skype ou encore zoom, ont aidé à une meilleure participation. Bien entendu, cela ne remplace pas des réunions en présentiel. Néanmoins, elles sont quand même efficaces et permettent de limiter les trajets, la

fatigue, les absences, tout en gardant une bonne qualité de travail, sans oublier les économies financières.

2^e conférence régionale CGT Occitanie

Elle aura lieu les 13 et 14 octobre prochain, à MENDE. Nous devons la placer comme une conférence de riposte, de reconquête, de victoires, surtout qu'il va encore se passer pas mal de choses d'ici octobre!

Il a été proposé de l'organiser en 3 temps:

1. C'est quoi la région Occitanie aujourd'hui?
2. C'est quoi la région Occitanie dont on rêve?
3. Comment on la gagne?

En le prenant sous ces 3 angles, on touche tous les aspects de notre démarche, liant revendicatif et les questions d'organisation et de renforcement, afin de gagner le droit de « vivre et travailler dignement partout en Occitanie ».

Quoi qu'il en soit, la nouvelle équipe du Secrétariat régional va faire en sorte de mettre en musique les décisions qui seront prises au niveau du bureau régional, en ayant soin d'impliquer au maximum les camarades animateurs des professions en région.

L'important est que tout salarié, retraité, étudiant, ou encore privé d'emploi puisse « vivre et travailler dignement partout en Occitanie ».



Changement du secrétariat régional

le 17 décembre 2020

Le mercredi 6 décembre 2017 se clôturait la 1^{re} conférence régionale de la CGT Occitanie sur ces quelques mots :

« N'ayons peur de rien, tout est possible. N'oublions pas que le principal frein pour aller au bout de nos projets, c'est nous !

Et que se convaincre soi-même est souvent plus difficile que de convaincre les autres ! ».

La 2^e conférence devait avoir lieu en décembre, à MENDE, en Lozère. Mais le contexte sanitaire nous a obligé à reporter celle-ci au mois d'octobre prochain, les 13 et 14 exactement, toujours à MENDE.

Trois années se sont donc écoulées depuis la conférence de Carcassonne et le secrétariat régional a dû être renouvelé, en décembre 2020.

En effet, plusieurs camarades ont fait valoir leur droit à la retraite ou ont exprimé leur souhait de s'impliquer plus en politique. 4 camarades ont donc quitté le secrétariat régional : Babeth ROBUSTELLI, Freddy BAUDUCCO, François DOUSSEAU et Matthieu BRABANT.

Le Comité régional n'est pas une organisation de la CGT mais bien une

structure. Nous n'avons pas besoin d'une conférence, d'un congrès ou encore d'un comité général (comme une UD, une FD, une UL ou un syndicat) pour changer de secrétariat, conformément à nos statuts.

Même si nous aurons l'occasion de les fêter lors de la conférence régionale d'octobre prochain, je souhaitais les remercier vivement, chaleureusement et sincèrement pour leur contribution à la naissance et aux premiers pas de notre Comité régional.

Ils ont chacun amené, à leur niveau, leur pierre à l'édifice collectif, sans arrière-pensée, avec un engagement militant de tous les instants, et ont permis de cimenter ce socle fraternel nécessaire à un bon fonctionnement du secrétariat. Ce n'était pas gagné, on peut se le dire. Souvenez-vous, nous étions sur une fusion de deux Comités régionaux. Et il y avait, même inconsciemment, des réserves entre nous. Mais l'intelligence collective a permis de les lever rapidement et de pouvoir travailler en toute sérénité, en toute confiance, et, je le dis, en toute amitié.

Babeth est la mémoire du Comité régional, Languedoc-Roussillon d'abord, puis Occitanie. Elle a travaillé avec pas moins de 6 secrétaires régionaux...

c'est dire son endurance ! Toujours disponible, toujours souriante, mais avec un caractère bien trempé, droite, intègre, elle était en charge du suivi des élus et mandatés sur ce premier mandat occitain. Ce n'était pas une mince affaire mais elle a mené ça de main de maître jusqu'à la concrétisation d'un mandascope régional. Elle a aussi occupé quelques mandats au niveau de la formation professionnelle, ainsi qu'au secrétariat du FNI. De plus, elle a géré le site de Montpellier. Elle va pouvoir maintenant goûter à un repos bien mérité de l'autre côté des Pyrénées.



Photo : © Comité Régional CGT Occitanie

Changement du secrétariat régional

le 17 décembre 2020

Freddy, après un passage remarqué à la tête de l'Union départementale du Gard, a rejoint le Secrétariat du Comité régional Languedoc-Roussillon puis Occitanie. Son expérience de terrain (retournant régulièrement dans son syndicat de l'Hôpital), son calme, tout en assumant ses positions à force d'arguments, a amené une certaine sérénité à ce nouveau Secrétariat régional Occitanie. Animant de main de maître le collectif régional « Santé – Travail – Handicap », il a été le principal artisan de l'initiative « Retour d'expériences à partir du travail » qui s'est déroulée au Cap d'Age en 2019, et qui a



Photo : © Comité Régional CGT Occitanie

marqué ce 1^{er} mandat régional. Il aura maintenant beaucoup plus de temps pour se consacrer à ses deux passions : la taumachie et la pétanque !

François a rejoint le Secrétariat régional au moment de la fusion, tout en continuant à assumer sa fonction de Secrétaire général de l'Union départementale 65 pendant quelques mois. Electricien-gazier de formation, il a tout mis en œuvre pour que le courant passe bien entre tous. Il a amené sa rigueur dans les comptes du Comité régional en ayant la responsabilité de Secrétaire à la politique financière. Mais



Photo : © Comité Régional CGT Occitanie

comme il s'embêtait, il s'est occupé des formations QVS auprès des UD, d'animer le collectif régional « Formation syndicale », tout en représentant le Comité régional au sein du Conseil d'Administration de l'Institut régional du Travail Occitanie. Il a même repris un mandat régional pour la FNME. Bosseur infatigable, d'un caractère toujours égal, il n'a pas rechigné à la tâche. Maintenant, il va enfin pouvoir prendre soin de lui tout en se consacrant à sa famille.

Matthieu, lui, n'est pas encore à la retraite. Professeur de mathématiques, à Nîmes



Photo : © Comité Régional CGT Occitanie



Le Comité Régional lors de la 1^{re} Conférence Régionale CGT Occitanie, le 6 décembre 2017 à Carcassonne

puis à Montpellier, il avait rejoint le Secrétariat régional au moment de la fusion, après une expérience dans un collectif de direction d'UD, en région parisienne, et son mandat toujours en cours au sein du bureau fédéral de la FERC. Il a tout de suite pris ses marques, après avoir fait lecture de la feuille de route concluant la 1^{re} conférence de Carcassonne, dans ce collectif régional. Il s'est occupé de la communication, en particulier du site internet du Comité régional, et a animé le collectif régional « formation professionnelle », tout en occupant quelques mandats régionaux sur la formation professionnelle. Il a maintenant des projets politiques pour les mois à venir et c'est pour cette raison, qu'en toute honnêteté, il a décidé de ne pas poursuivre au Secrétariat régional.

A tous les 4, je vous adresse un grand merci et j'ai pleinement conscience du rôle que vous avez joué pour permettre que les ex-Comités régionaux Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées deviennent le Comité régional Occitanie.

Je n'oublie, bien entendu, pas les 3 autres membres de ce premier Secrétariat régional que j'associe dans mes remerciements sincères, Gisèle VIDALLET, Frédo BIROBENT et Hervé FLOQUET.

J'ai adoré travailler avec eux mais cela va continuer. Je ne doute pas un instant qu'ils vont s'atteler à maintenir le cap fixé lors de la première conférence, à savoir « Vivre et Travailler dignement partout en Occitanie ». Cette ambition revendicative convergente restera le ciment du Comité régional. L'objectif reste bien de partager une démarche s'appuyant sur le rapport de force en proximité, gagné par nos organisations, et par l'ancrage dans les territoires et les entreprises sur des réalités locales. Pour se faire, le Comité régional a été repositionné comme un outil au service des Organisations pour aider à la construction de ce rapport de force en proximité et organiser, coordonner cette démarche CGT dans cet espace géographique ! Avec comme seul objectif la gagne !

Placer l'outil régional comme un outil au service des organisations était un acte politique fort que nous nous sommes efforcés de faire vivre, dans le respect des organisations départementales. Et que nous continuerons de porter. Le futur secrétariat va s'y atteler. L'objectif a été d'équilibrer au maximum celui-ci, pas en terme de parité hélas, mais en terme de représentativité territoriale, mêlant ruralité et métropole, petite et grande UD, et ce n'est pas péjoratif. Mon objectif, notre objectif

commun, est de créer une vraie équipe, au niveau du secrétariat régional, comme ce fut le cas sur la première mandature.

4 nouveaux camarades l'ont donc rejoint. Il s'agit de 4 Secrétaires généraux d'UD et ce n'est pas anodin. Le Secrétariat sera donc composé de, par ordre alphabétique :

Frédéric BIROBENT,
Cédric CAUBERE (SG UD31),
Lina DESANTI (SG UD82),
Hervé FLOQUET,
Guillaume MARTIN (SG UD48),
Lionel PASTRE,
Serge RAGAZZACCI (SG UD34)
et Gisèle VIDALLET.

Le 17 décembre dernier, les 13 Secrétaires généraux d'UD ont validé la composition de ce secrétariat à l'unanimité.

A l'unanimité également, ils ont validé Gisèle VIDALLET comme secrétaire à la politique financière.

Enfin, la plénière, à l'unanimité, a reconduit Lionel PASTRE comme Secrétaire régional Occitanie pour les 3 ans à venir.

Lionel PASTRE

Urgence environnementale et urgence sociale, même combat !



© AdobeStock - BillionPhotos.com

En Occitanie :

Urgence environnementale et urgence sociale, même combat !

Le collectif FERC-CGT en Occitanie a pris l'initiative d'une journée d'étude le 2 décembre, co-organisée avec Greenpeace, ATTAC, ANV-COP 21 et Alternatiba, et transformée en matinée en visio.

30 participant-es venant des départements de toute la Région : outre les syndicats de la FERC-CGT (CGT Educ'action, SNEIP-CGT, SNTRS-CGT, CGT-INRAE, CGT-FERC-SUP, CGT des universités de Montpellier...), nous avons noté la présence de camarades territoriaux, de la santé-action sociale, du secrétaire général de l'UD-CGT 66 ou encore de camarades des UL-CGT de Perpignan et de Montpellier.

La matinée s'est tenue en 3 parties :

En premier lieu, les militant-es de Greenpeace ont présenté-es les enjeux écologiques en Région Occitanie. La Région est en effet l'une des Régions dans lesquelles les questions écologiques sont très importantes. Ce n'est pas un hasard si le Conseil Régional se targue d'un « Green New Deal » qui ne sera qu'un « greenwashing » sans un rapport de force pour relier efficacement urgence environnementale et urgence sociale. Ainsi l'Énergie renouvelable concerne aujourd'hui 15 % de la production énergétique régionale : un objectif de 100 % ne peut être atteint, par exemple, qu'avec une politique ambitieuse en matières de transport et donc en matière de développement ferroviaire. Le combat mené pour le « train des primeurs » reliant Rungis à Perpignan est, dans cette logique, primordial.

En second lieu, le collectif FERC-CGT Occitanie a animé un débat reliant les questions éducatives et écologiques. Le ministère de

l'Éducation nationale tente désespérément de verdir sa politique. Une circulaire est parue en ce sens en septembre 2020 et des évolutions sont notées dans les programmes. Même très insuffisante, cette brèche doit être saisie. Mais cela ne peut se faire qu'en donnant un sens à ce travail pédagogique, pour une approche critique.

Enfin, le président de Greenpeace France (Jean-François Julliard) et la secrétaire générale de la FERC-CGT et co-animatrice du collectif CGT Environnement (Marie Buisson) ont animé un débat de présentation de l'initiative Plus Jamais Ça. Cette initiative doit vivre sur le terrain. Des collectifs existent déjà (dans les Pyrénées-Orientales, à Montpellier, dans le Gard...) mais des difficultés ou des malentendus existent. Il ne s'agit pas de mettre sous le tapis les divergences que nous pouvons avoir avec certaines organisations environnementales (sur le nucléaire par exemple) mais il s'agit de partir de ce qui nous rapproche (la conscience que les urgences environnementales et sociales doivent être traitées en même temps) et de construire un rapport de force pour revendiquer.

Matthieu BRABANT





Formation IRT : Crise du capitalisme

Les 29 et 30 mars 2021 à Montpellier.

Quelles sont les causes systémiques de la crise du capitalisme ?

Quel rôle jouent les inégalités dans cette crise ?

Comprendre le système dans lequel nous évoluons et ancrer notre action.

Suffit-il de sortir de la crise du capitalisme comme le propose l'idéologie dominante ou devons-nous sortir du capitalisme ?

Avec quelles ruptures dans ce cas et sur quelles alternatives ?

Formation IRT : La bataille idéologique et le pouvoir des mots

Les 10 et 11 mai 2021 à Toulouse.

Les stratégies mises en œuvre pour dévoyer le sens des mots. Lecture historique, sociologique de l'utilisation des mots par les dirigeants, gouvernement, patronat.

Le langage outil d'échanges ou outil de la pensée dominante ?

Les « experts » des médias, les « décideurs » politiques et ou patronaux ont-ils un langage particulier ? Est-il neutre ou participe-t-il de la bataille des idées ?

Pour la CGT, rétablir le sens des éléments de langage est essentiel.



Tourisme Loisirs Culture Occitanie

- Une association de Tourisme de proximité **à votre écoute**
- La mutualisation des activités pour un **Prix Adapté**
- Des vacances de qualité pour tous, **au juste prix** (Locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins : **une autre façon de voyager**
- Un service billetterie **à tarifs préférentiels**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale
- **Tarifs collectivité**
Locations, villages vacances
- réduction **jusqu'à 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **à tarifs réduits**
- Une assurance sports et loisirs **incluse dans l'adhésion**

Toulouse :

3, rue Merly
31000 Toulouse
www.tlcmp.fr
contact@tlcmp.fr
Tél. 05 61 29 83 29

Nîmes :

83, rue André Le Nôtre
Bât. Actipolis A3
Ville Active
30900 NÎMES
tourismeloisirslr.com
Tel.: 04 66 67 29 20

